

Lutte contre le terrorisme islamiste : l'exemple autrichien ?



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 15 novembre 2020

Source [Boulevard Voltaire] Dans sa lutte contre le terrorisme islamiste, la [France](#) compte ses alliés. L'Angleterre regarde ailleurs et l'Allemagne paraît tétanisée par ses quelque trois millions de Turcs, naturalisés ou pas, vivant sur son territoire. Il est vrai que notre laïcité, spécificité éminemment française ne connaissant pas d'équivalent dans le monde, paraît parfois incompréhensible pour nos voisins, chez lesquels politique et religieux sont plus intimement liés qu'ici.

Pourtant, avec l'[Autriche](#), [Emmanuel Macron](#) compte désormais un partenaire de poids, depuis que [Kujtim Fejzulaj, un Autrichien d'origine macédonienne âgé de vingt ans se revendiquant de l'État islamique](#), a assassiné quatre personnes à Vienne, le 2 novembre dernier. Ainsi, le chancelier [Sebastian Kurz](#) vient-il de dévoiler son plan en la matière de lutte antiterroriste.

Le moins qu'on puisse prétendre est que ce dernier est un peu plus clair et concis que le nôtre, tel que Jordan Bardella, vice-président du Rassemblement national, le souligne dans un tweet : « *Aides sociales coupées, déchéance de nationalité, maintien en détention des djihadistes une fois la peine purgée, délit d'islam politique : la réplique autrichienne après l'attentat de Vienne. C'est autre chose que la charte de la laïcité.* » Il est un fait que...

Si, de 2017 à 2019, Sebastian Kurz a gouverné avec les populistes du FPÖ, dont son président Heinz-Christian Strache, vice-chancelier acculé à la démission pour tentative de corruption, il doit maintenant composer avec les Verts locaux, lesquels ne trouvent, pour le moment, rien à redire à ces mesures d'exception. Comme quoi nos écologistes hexagonaux seraient peut-être bien inspirés d'aller faire un stage de remise à niveau sur les rives du Danube.

Même Clément Beaune, secrétaire d'État aux Affaires européennes, ne semble pas plus troublé que ça : « *Il est important de montrer que ni l'Autriche ni la France ne sont seules face à la menace terroriste islamiste. C'est tout le modèle européen qui est ciblé, pas un modèle spécifique, comme on le dit parfois avec la laïcité française.* » Hormis la référence au « modèle européen » – dont on ne voit pas très bien en quoi il pourrait être un « modèle » –, même les autorités européennes paraissent vouloir se remuer. Il ne serait donc pas saugrenu que d'autres autorités – françaises, celles-là – leur emboîtent le pas. Nous en sommes malheureusement loin.

D'ailleurs, l'avantage de ces mesures purement techniques, c'est qu'elles ne relèvent aucunement d'une quelconque déclaration de guerre à l'islam, religion « *parfaitement compatible avec la République* », pour reprendre les déclarations de [Marine Le Pen](#) dans *Le Point* du 10 novembre dernier. Et la même de préciser : « *Que proposent ceux qui prétendent l'inverse ? Ils mettent les musulmans à la porte ? Ils leur nient le droit d'être Français, leur retirent la nationalité, créent des apatrides ?* »

En revanche, la suppression de la double nationalité prônée depuis longtemps par le Rassemblement national, qui va dans le sens des mesures autrichiennes, est une proposition fondamentale, car visant à mettre fin à un véritable monstre juridique tout en obligeant les Français de fraîche date à opérer un choix symbolique, à mieux se définir eux-mêmes, qu'ils soient ou non musulmans d'ailleurs.

La communauté nationale ne s'en porterait que mieux et ceux qui refuseraient d'y entrer pleinement seraient

les premiers à en tirer les conséquences, puisque devenus étrangers à part entière. Plus qu'une révolution, une nécessaire clarification permettant peut-être de repartir sur des bases un peu plus saines. Qui a dit qu'on perdait son temps à écouter Marine Le Pen ?

15/11/2020 07:00